

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE

2 BOULEVARD DES CITES UNIES

—
59777 Lille

Références : TRAVAUX_MEL_WATTRELOS
Code AIOT : 0100051586

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE implanté Boulevard Pierre Mendès France 59150 WATTRELOS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE
- Boulevard Pierre Mendès France 59150 WATTRELOS
- Code AIOT : 0100051586
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Wattrelos est exploitée par la métropole européenne de Lille (MEL). La déchetterie de Wattrelos est une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux ouverte au public.

Ses activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont soumises à Autorisation. Elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/06/2025 pour la rubrique suivante :

- 2710-1 : installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 pour une quantité de déchets dangereux de 15 t.

Elle est également enregistrée pour la rubrique suivante :

- 2710-2 : installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 pour une quantité de déchets non dangereux de 1741 t.

Le jour de l'inspection la déchetterie était en construction. La date prévisionnelle d'ouverture du site au public est septembre 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2025, article 4.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 25/06/2025, article 4.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2025, article 4.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de l'inspection du 29/09/2025 est le respect des mesures en matière de préservation des milieux naturels et de la ressource en eau, pendant la phase travaux, prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/06/2025.

Il a été constaté des non conformités aux prescriptions contrôlées. Celles-ci concernent :

- la mise en place d'une terre végétale d'apport contaminée dans la zone du bassin d'infiltration, de son merlon et de ses abords.
- l'insuffisance de l'analyse des polluants de la terre végétale d'apport dans la zone du bassin d'infiltration, de son merlon et de ses abords.
- la justification du maintien d'une zone non construite de 5 mètres le long de la limite de propriété Est.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2025, article 4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'évitement
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte les mesures suivantes en matière de préservation des milieux naturels : Types de mesures Objectifs : Limiter au maximum les perturbations sur la biodiversité locale et l'environnement proche ou éloignée de l'emprise Mesures mises en place E1 : maintien d'une zone non construite de cinq mètres (sans espace imperméabilisé ni circulation de véhicules) le long des limites de propriété est et sud pour préserver les habitats et des zones humides identifiés sur le site. E2 : balisage des zones sensibles de l'emprise projet avant les travaux [...]
Constats : Le long de la limite de propriété Sud, l'inspection a constaté la présence d'une bande de 5 m environ non construite et délimitée par un grillage orange. Cette bande longe le bassin d'infiltration dont les terrassements sont réalisés et se situent au niveau de la zone humide. L'étude faune-flore du dossier de demande d'autorisation d'exploiter préconise de maintenir un espace suffisant entre le TN et le bas du grillage orange pour éviter de piéger la petite faune terrestre. Cet espace n'est pas présent. Les travaux sont toujours en cours le long de la limite Est. L'inspection constate la présence de quelques fourrés le long de la limite Est : plus dense sur le tiers Sud côté bassin. La bande préservée n'est pas définitivement délimitée.

L'inspection rappelle que la largeur de la zone non construite (sans espace imperméabilisé ni circulation de véhicules) le long de la propriété Est est de 5 m.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant le maintien d'un espace suffisant entre le bas du grillage et le TN pour éviter de piéger la petite faune terrestre. Un justificatif de réalisation est à transmettre à l'inspection (photo). L'inspection demande à l'exploitant la transmission d'un justificatif du respect de la bande non construite de 5 m le long de la limite Est (plan d'exécution ou autre).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2025, article 4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'accompagnement
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte les mesures suivantes en matière de préservation des milieux naturels : Types de mesures Objectifs : Favoriser le retour de la biodiversité autochtone sur certains espaces. Assurer le maintien des fonctionnalités écologiques du territoire étudié Ac1 : conservation et maintien de formations arborées et arbustives existantes Ac2 : plantation de haies Ac3.a : aménagement écologique du bassin de récupération d'eau Ac4 : création d'hibernaculums
Constats : L'exploitant est accompagné d'un écologue pour la partie faune et flore des travaux. <u>Mesure Ac1 :</u> Avant travaux les parcelles étaient cultivées. L'inspection a constaté la présence de formations arborées et arbustives conservées le long des limites de propriété. Vu le maintien des végétaux de la zone humide le long de la limite Sud et des arbustes le long de la limite Est.

Mesure Ac2 :

A cette phase de travaux, la haie n'a pas été réalisée le long de la limite Est.

L'exploitant indique que la plantation de haies risque d'être compromise sur 1/3 de la longueur environ, à cause de la largeur du bassin. Sur cette longueur, il sera conservé la végétation existante, dans la bande des 5 m conservée, jouant le rôle de haie. L'exploitant étudie un autre emplacement sur site afin d'y planter ce linéaire non planté le long du bassin.

Mesure Ac3 :

L'inspection constate que le terrassement du bassin est terminé.

L'inspection passe en revue les points suivants :

- Forme du bassin : rectangulaire, le fond est plat avec des pentes approchant le 1 pour 1.
- Plantations dans le bassin : l'exploitant indique que les plantations dans le bassin n'ont pas encore été définies. Il est prévu d'y placer des espèces de haut de berge, hélrophytes et hydrophytes avec un accompagnement d'un écologue.
- des rampes échappatoires pour la petite faune et moyenne faune sont prévues (au moins 3 vu la grandeur du bassin).

Mesure Ac4 :

Les hibernaculums ne sont pas réalisés à ce stade des travaux.

L'exploitant indique que 2 sont prévus : l'un entre le bassin d'infiltration et la zone humide et l'autre entre le bassin d'infiltration et le bassin de décantation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2025, article 4.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de préservation de la ressource eau

Prescription contrôlée :

Pendant la phase travaux, l'exploitant utilise de la terre végétale d'apports et non contaminée (avec bordereaux d'analyses à l'appui) dans la noue d'infiltration et dans la zone du bassin d'infiltration, de son merlon et de ses abords.

Constats :

L'inspection constate que les terrassements pour le bassin sont réalisés et que les travaux de réalisation de la noue d'infiltration n'ont pas débuté.

L'exploitant a utilisé de la terre végétale d'apport pour le bassin : vu la fiche d'agrément, le listing des quantités apportées par camion et le résultat des analyses de la terre végétale d'apport pour le bassin. Le listing indique que la terre végétale a été apportée sur le chantier du 18 au 22 septembre 2025.

Le tableau suivant montre la comparaison de l'analyse de la terre végétale avant travaux sur le point identifié PME 8, au niveau du futur bassin d'infiltration, dans l'étude Fondasol (rapport n°PR.59GT.21.0185-59EN - Indice A - 30/03/2021) et de la terre végétale d'apport (analyse AGROLAB n° échantillon 159174) sur les polluants soulignés dans l'avis hydrogéologique sur le projet du 26/12/2014 :

Polluant (mg/kg MS)	Etude Fondasol sur PME 8 (TV avant travaux)	Analyse AGROLAB (TV d'apport)
Métaux lourds		
Cadmium	0,7	0,4
Chrome	80	20
HAP		
HAP (6 Borneff) - somme	5,93	3,09
Somme HAP (VROM)	8,13	2,75
Hydrocarbures lourds		
Totaux C10-C40	48	75,5
Fraction C16-C20	8,9	<2
Fraction C20-C24	9,9	<2
Fraction C24-C28	9,6	7,9

Fraction C28-C32	11	18
Fraction C32-C36	5,1	24,8
Fraction C36-C40	<2	18,6
PCB		
Somme 6 PCB	0,0040	Non déterminé
Somme 7 PCB	0,0040	Non déterminé
Fluorures	26	Non mesuré

Le résultat de l'analyse de la terre végétale d'apport pour le bassin relève :

- la présence de cadmium, de chlore et de HAP mais dans des concentrations moins élevées que la terre présente avant travaux.
- l'absence de PCB.
- la présence d'hydrocarbures lourds dans des concentrations plus élevées que la terre présente avant travaux.
- l'absence de mesure pour les fluorures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les hydrocarbures présentent une concentration très élevée, plus élevée que celle mesurée dans la terre végétale sur le site avant travaux.

Il manque l'analyse des fluorures dans le bordereau d'analyse fourni par l'exploitant.

La terre végétale d'apport pour le bassin est contaminée et l'exploitant n'a pas fourni une analyse complète de celle-ci conformément à l'article 4.2.de l'arrêté préfectoral du 25/06/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois